

Restitution du grand débat national organisé par Pacôme Rupin

Sur la fiscalité et les services publics

Mardi 12 février au théâtre Espace-Marais

La méthodologie qui a été appliquée lors de ce débat a été élaborée par un groupe de citoyens qui a souhaité proposer un débat ouvert, en intelligence collective, avec trois temps :

- Une réflexion en petits groupes de travail autour de trois questions qui permettaient de faire émerger des idées sur des post-its, au plus proche de l'appréhension personnelle de la fiscalité et des services publics de chaque participant.
- Une restitution des échanges de chaque groupe proposée par un rapporteur à l'ensemble des participants réunis en plénière.
- Un débat final permettant d'échanger plus largement sur les réflexions et propositions qui avaient émergées.

1) Qu'est-ce qui fonctionne bien, qu'il faut conserver ou développer en matière de fiscalité et de services publics au regard de la société dans laquelle nous souhaitons vivre ?

Éducation

16 post-its citent l'éducation et la gratuité du système scolaire ;
3 Le système universitaire, sa qualité et sa quasi gratuité ;
1 Les programmes ;
1 La nécessaire stabilisation des réformes sur le système scolaire ;
1 Le développement du dédoublement des classes sur tout le territoire ;
1 Le système de Parcoursup.

Santé

12 Le système de santé dont 4 soulignent sa gratuité et 3 la conservation de sa qualité ;
6 citent plus spécifiquement l'hôpital ;
2 Les services de secours des pompiers et des ambulances.

Solidarité redistribution

6 La sécurité sociale dont 2 soulignent la qualité par comparaison à d'autres pays ;
5 Le système de redistribution de la fiscalité ;
4 Le niveau de protection sociale important et la couverture des besoins ;
2 Le système de retraite par répartition.

Impôts

- 8 Le prélèvement à la source ;
- 6 La progressivité de l'impôt sur le revenu ;
- 5 La TVA en particulier le fait qu'elle soit facilement modulable et en baisse sur les produits primaires de base, 1 propose de l'harmoniser avec les autres pays européens car il s'agit d'un impôt équitable ;
- 5 La modernisation et la digitalisation/dématérialisation de l'administration fiscale ;
- 4 Les services publics fiscaux de manière générale ;
- 3 La collecte de l'impôt, dont un cite les compétences et performances de l'administration fiscale en matière de recouvrement ;
- 3 Les réponses aux questions des services fiscaux et l'accueil du public ;
- 2 Le crédit d'impôt recherche ;
- 1 La défiscalisation des heures supplémentaires ;
- 1 L'avantage fiscal pour l'emploi à domicile ;
- 1 Le niveau des pensions de réversion ;
- 1 La taxation « responsable » sur le tabac, l'alcool et le sucre.

Autres services publics

- 5 La police ;
- 5 La défense dont 1 sur le rôle de l'armée et l'augmentation des capacités aériennes, navales (2^e porte-avion) et drones ;
- 4 Le fonctionnement des services publics français de manière générale ;
- 2 Les transports ;
- 2 Les services publics culturels (musées, CNC, Arte, FTV, bibliothèques, pass jeune) ;
- 1 Les maisons de service public ;
- 1 L'aide aux usagers ;
- 1 La politique familiale nataliste
- 1 La numérisation des services publics ;
- 1 La gouvernance des services publics en Région Ile de France ;
- 1 Les services publics locaux et départementaux ;
- 1 Le dévouement des élus ;
- 1 Les déchets ;
- 1 Les crèches ;
- 1 La qualité des infrastructures routières ;
- 1 Pôle emploi / APEC ;
- 1 L'habitat.

2) Qu'est-ce qui est problématique et qui ne fonctionne pas concernant la fiscalité et les services publics aujourd'hui ?

Les services publics en général

- 3 La fracture numérique et le manque d'accompagnement au digital crée des inégalités dans l'accès aux services publics et 1 précise que cela crée une dépersonnalisation ;
- 2 L'emploi à vie des fonctionnaires ;
- 1 La difficulté des services publics à appliquer les politiques de l'État ;
- 1 Il ne devrait pas y avoir de droit de grève dans les services publics ;

- 1 La dispersion des services publics (pas de guichet unique) ;
- 1 Le manque de service client dans les services publics ;
- 1 Une trop faible numérisation des démarches ;
- 1 La vision uniquement quantitative comme mode de calcul des coûts ne fonctionne pas ;
- 1 Il n'y a pas suffisamment de visibilité sur l'affectation des dépenses de chaque service public ;
- 1 Une mauvaise gestion des ressources humaines dans l'administration : on ne sanctionne mais ne récompense jamais ;
- 1 Le coût des services publics est parfois supérieur à son efficacité ;
- 1 Un manque de communication des services publics qui rompt le lien de l'usager à l'administration ;
- 1 La diminution du nombre d'heures dans de nombreux services publics.

Éducation

- 5 La reproduction sociale à l'école, le manque d'ascenseur social ;
- 3 Citent l'école ;
- 2 Le manque de corrélation entre l'éducation et l'emploi ;
- 1 Le sujet des programmes manquant de cohésion ;
- 1 l'accueil des professeurs étrangers à l'université ;
- 1 La rémunération et reconnaissance des enseignants ;
- 1 Manque de sélectivité dans l'éducation ;
- 1 La réforme actuelle du secondaire qui va créer une inégalité selon les établissements ;
- 1 La médiocrité de l'enseignement secondaire et universitaire ;
- 1 L'orientation au lycée pour les parcours singuliers ;
- 1 Politique de la ville et de la jeunesse insuffisantes.

Santé

- 3 Le manque de moyens, la gestion des hôpitaux ;
- 2 L'APHP : manque de suivi des patients et dette des ressortissants étrangers ;
- 1 La rémunération des personnels soignant ;
- 1 Le manque de prévention pour la santé ;
- 1 Le manque de services de santé de proximité à cause de l'exigence de rentabilité ;
- 1 Une santé à 2 vitesses. Transfert du public vers le privé ;
- 1 Des urgences médicales surchargées car "gratuites". Irritant du côté des patients et du côté du personnel ;
- 1 Le contrôle des prix des IRM, scanners et médicaments.

Autres services publics

- 5 La Justice est trop lente ;
- 2 La politique de réinsertion après la détention ;
- 1 Un manque de financement de la Justice ;
- 1 Les violences et les bavures policières ;
- 3 Un territoire inégalement desservi ;
- 2 Des transports en commun de mauvaise qualité ;
- 2 Le mauvais fonctionnement de la SNCF ;
- 1 Le manque d'accessibilité de la RATP ;
- 1 Le pôle emploi devrait permettre un retour à l'emploi ;
- 1 Le Compte Personnel de Formation ne rend pas toujours accessible les formations ;

- 1 Le logement social est trop coûteux ;
- 1 Les délais d'attente pour un logement social sont insupportables ;
- 1 Augmentation annuelle du tarif des timbres trop importante ;
- 1 Mauvaise articulation de la recherche publique / privée ;
- 1 Problème de statistiques fausses de l'INSEE.

Fiscalité et dépenses publiques

- 8 La complexité et l'illisibilité du système fiscal, 1 précise que cela éloigne le citoyen du consentement à l'impôt ;
- 8 Il y a trop d'impôts et taxes ;
- 8 Trop de niches fiscales ;
- 7 La fraude fiscale, repenser les contrôles ;
- 6 Le manque d'information et de transparence sur l'utilisation des impôts et de la dépense publique ;
- 6 Les impôts sont trop élevés dont 4 citent le poids de la fiscalité sur la classe moyenne ;
- 6 L'évasion fiscale, les paradis fiscaux ;
- 5 La concurrence fiscale intra-européenne ;
- 4 Il y a trop de dépenses publiques ;
- 3 CICE inefficace pour la création d'emplois manque de contrôle et de transparence ;
- 3 L'impôt n'est pas universel ;
- 3 Le nombre de régimes de retraite, régimes spéciaux et les écarts entre le privé et le public ;
- 2 Moins de la moitié des foyers paient l'impôt sur le revenu ;
- 2 La taxe carbone ;
- 2 L'impôt n'est pas suffisamment progressif ;
- 2 La fiscalité sur les successions n'est pas suffisamment redistributive ;
- 2 Les élus manquent de conscience professionnelle et gaspillent l'argent public ;
- 1 La taxe sur le patrimoine ;
- 1 Le manque de stabilité des mesures fiscales est un frein à l'activité économique ;
- 1 Le non-paiement des impôts par les GAFAs ;
- 1 Taux de TVA trop élevés pour les produits de première nécessité (alimentaires notamment) ;
- 1 Le verrou de Bercy ;
- 1 Le manque de contrôle de l'IFI ;
- 1 La suppression de la taxe d'habitation pour 80% (si c'est un impôt injuste alors on le supprime pour tout le monde sinon on revoit son fonctionnement) ;
- 1 La suppression de l'ISF, l'exit tax, la flat tax ;
- 2 Le barème des impôts locaux ;
- 1 L'incompétence des services de l'URSSAF ;
- 1 La taxation du capital est inférieure à celle du travail ;
- 1 Le prélèvement à la source est coûteux pour rien ;
- 1 Les cotisations sociales uniquement sur les salariés alors que la robotisation et l'IA se développent de plus en plus ;
- 1 L'injustice de l'effet de seuil entre une personne pauvre non-imposable qui cumule des aides sociales et une personne faiblement imposable et qui n'a droit à aucune aide ;
- 1 Le manque d'évaluation de la dépense publique ;
- 1 Le maquis des aides sociales ;
- 1 La dette illégitime issue du sauvetage des banques en 2007-8) ;
- 1 La notion de gratuité, la perte de la valeur des choses ;
- 1 Il y a trop de gaspillage de l'argent public ;

- 1 La ponction de 1,435 Md€ pour assurer un complément de retraite aux gaziers et électriciens (CTA) à comparer au 3 Md€ d'ISF réclamé sur les valeurs mobilières ;
- 1 Les intermittents seulement payés par l'Unedic, donc les cotisations chômage du privé (alors que les fonctionnaires, les retraités ne paient rien et qu'ils profitent également des offres culturelles) ;
- 1 Une redistribution injuste vers le public et les régimes spéciaux : 25% de privilégiés et 75% de corvéables à merci ;
- 1 La politique de l'État actionnaire accorde des cadeaux au privé.

Administration territoriale / organisation institutionnelle et des services publics

- 10 La complexité administrative ou le millefeuille territorial ;
- 9 L'accès inégal aux services publics sur le territoire (rural, Paris/Banlieue, Dom-Tom,...) avec souvent un cumul de handicaps et une désertification des services publics ;
- 3 Les privilèges de certains élus et hauts fonctionnaires ;
- 2 Le manque de lisibilité des compétences en matière de service public : État, Collectivité locale, risque de doublons et de concurrence ;
- 2 La Cour des comptes réalise des rapports non-contraignants ;
- 2 Il y a trop d'agences gouvernementales et de comités Théodule ;
- 3 Les instances représentatives inefficaces et coûteuses (Sénat, Conseil Général, CESE, CESER) ;
- 1 Le coût de la représentation nationale ;
- 1 Le gaspillage territorial, des priorités non prioritaires ;
- 1 Le cumul des mandats et des rémunérations (à 2 mandats, 50% de chaque défraiement ?) ;
- 1 le nombre de hauts fonctionnaires et le poids de l'administration ;
- 1 Une régionalisation chère et peu efficace ;
- 1 L'absence de politiques industrielles d'aménagement du territoire ;
- 1 L'ENA ;
- 1 La centralisation.

3) Que faudrait-il améliorer concrètement en matière d'impôts, de taxes et de services publics pour assurer le bien-être de tous, de nos enfants et de nos petits-enfants ?

Réforme des services publics

- 3 Renforcer l'évaluation des politiques publiques et des services publics ;
- 3 Simplifier les démarches administratives ;
- 3 Renforcer le numérique dans les services publics, la formation sur des supports numériques à l'école et déduire la fracture numérique ;
- 3 Rendre les services plus accessibles : soins, éducation, numérique, bibliothèques, transports, horaires ;
- 1 Poursuivre et intensifier les réformes en cours : formation, modernisation de l'État, investissement dans l'innovation ;
- 1 Conserver seulement le régaliens ;
- 1 Faire émerger, former, rémunérer des responsables locaux pour faciliter les démarches et services publics des territoires ;
- 1 Créer un compte numérique par citoyen qui gère la totalité de ces obligations administratives (sécurité sociale, impôts, retraite) ;

- 1 Relocaliser les services publics chaque fois que c'est possible ;
- 1 Plus d'efficacité des politiques sociales avec un guichet unique, un traitement individualisé sur contrats d'objectifs ;
- 1 Réintroduire le juge de proximité pour désengorger la Justice ;
- 1 Mieux cibler les missions de la police entre la criminalité et les délits du quotidien ;
- 1 Décharger la police des tâches purement administratives ;
- 1 Faciliter le recours aux médiateurs pour les conflits mineurs ;
- 1 Compenser la réduction des services de santé (hôpitaux) par un réseau routier permettant de réduire les temps de transport ;
- 1 Développer un service type « écrivain public » mais destiné à réduire la fracture numérique ;
- 2 Développer les maisons de santé permettant une politique de prévention ;
- 1 Mise en place d'un « bouclier sanitaire » avec un reste à charge annuel par ménage ne dépassant pas 3 à 5% de son revenu ;
- 5 Orienter l'école vers l'emploi, avec un système d'orientation réaliste ;
- 2 Introduire des vecteurs de politesse et de respect civique pour la jeunesse : enseigner le respect des valeurs de la République et des représentants ;
- 1 L'argent public doit être affecté à l'école publique ;
- 1 Instaurer des cours de civisme fiscal, budget et premiers secours ;
- 1 Plan de rigueur du côté des enseignants et dans le contrôle des élèves ;
- 1 Créer des cantines bios, variées et distributeurs snack (produits en vrac, faits)
- 1 Améliorer le Compte Personnel de formation ;
- 1 Faciliter les procédures administratives pour les artisans.

Dépense publique

- 5 Augmenter les contrôles fiscaux et sociaux, former et embaucher des contrôleurs est le moyen d'augmenter les recettes ;
- 4 Piloter et flécher les subventions de l'État : subventionner les associations dont l'objet est d'utilité publique ou qui sont dans l'accompagnement ou qui pallient au service public, évaluer les subventions aux entreprises avec clauses d'extinction par programme ;
- 2 Réduire la dette de l'État ;
- 2 Équilibrer les comptes publics : budget de l'État et balance commerciale ;
- 1 La dette n'est pas un problème, il faut l'abolir et ne pas la payer aux banques.
- 1 Sevrage progressif de la dépendance aux allocations et subventions
- 1 Baisser le nombre de fonctionnaires ;
- 1 Basculer sur un autre budget que celui de la Poste les facteurs affectés aux territoires ;
- 1 Équilibrer les coûts entre le contribuable et l'utilisateur du service public ;
- 1 D'abord quantifier les besoins de services puis affecter les ressources ;
- 1 Sortir les investissements d'avenir (éducation, transition écologique) du calcul du déficit ;

Réforme fiscale

- 8 Étendre à tous l'Impôt sur le revenu ;
- 7 Fiscalité écologique : taxe carbone pour les produits semi-finis et finis importés en Europe ; écotaxe ; veiller à la redistribution du produit de cette fiscalité ;
- 6 Connaître le coût réel des services, entités : rendre la feuille d'impôt plus lisible, faire des factures à l'hôpital. Dont 1 propose qu'à l'instar des entreprises, un bilan social

individualisé soit envoyé pour chaque citoyen afin de savoir à quoi servent nos impôts et ce que l'on coûte à la société.

5 Harmoniser les politiques fiscales à l'échelle de l'Europe ;

5 Suppression des régimes spéciaux de retraite, universalité ;

4 Augmenter les droits de succession pour les hauts patrimoines ;

4 Fusionner les niches fiscales ;

4 Déclarer tous les revenus pour l'impôt sur le revenu y compris issus de la redistribution et allocations ;

3 Rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, consensuel : 1 propose d'ajouter une tranche à l'impôt sur le revenu, 1 de fusionner l'IR et la CSG ;

3 Pour lutter contre l'évasion fiscale : soutenir l'action de l'OCDE ; augmenter les contrôles ; mettre en place un interlope de l'évasion fiscale ; sanctionner les forts comme Carlos Ghosn ;

3 Donner du sens à l'impôt, créer du consensus, de la pédagogie sur la raison d'être des taxes ;

3 L'URSSAF cesse de demander un impôt aux entreprises sans chiffre d'affaires ;

2 Simplifier la fiscalité, supprimer/fusionner des taxes ;

2 Taxer les transactions financières ;

2 Taxer les GAFAs ;

2 Rendre la taxe sur les ordures ménagères fonction de la composition du foyer et non de la valeur locative ;

2 Impôt sur les sociétés progressif selon la situation financière et diminuant quand il y a réinvestissement ;

1 Affecter une partie du CICE (1/3 ?) à une augmentation des salaires comprise entre 1 et 1,5% du SMIC ;

1 Mettre en place une fiscalité européenne des sociétés comme cela existe pour la TVA ;

1 S'assurer qu'impôts et taxes répondent aux objectifs affichés ;

1 Moins taxer les PME ;

1 Interdire l'ouverture d'un compte bancaire dans un paradis fiscal ;

1 Simplifier les règles fiscales avec une réflexion sur l'abandon du quotient familial ;

1 Considérer la fraude fiscale comme une dette et la rendre transmissible ;

1 Mettre en place un projet de fond pour lutter contre l'optimisation fiscale ;

1 Rendre accessible facilement et explicitement les chiffres des impôts pour savoir qui paye et combien ;

1 Suppression de la taxe d'habitation pour tout le monde ;

1 Augmenter la TVA sur les produits de luxe / la baisser sur les produits de première nécessité ;

1 Remplacer l'exonération de la CSG par un taux zéro puis créer des tranches pour éviter l'effet de seuil ;

1 Rendre la retraite complémentaire obligatoire ;

1 Augmenter l'âge de la retraite selon la pénibilité ;

1 Rendre les lois fiscales pérennes ;

1 Élargir les cotisations sociales à l'IA et la robotique ;

1 supprimer ou réduire fortement les déductions fiscales pour le mécénat ;

1 Alléger les charges financières pour les enfants (santé) problème démographique dans 20-30 ans ;

1 Conditionner les aides aux entreprises sur des critères et engagements responsables et mieux les répartir (CAC / PME) ;

1 Faire une seule inscription pour la sécurité sociale : ne pas changer de caisse à chaque déménagement ;

Organisation de l'État

- 5 Clarifier les compétences des collectivités territoriales ;
- 4 Suppression des départements, regroupement de communes (1 propose la suppression des entités de moins de 5000 habitants), renforcement de la décentralisation (hors des compétences régaliennes) ;
- 2 Renforcer les pouvoirs de la Cour des Comptes et la rattacher au Parlement pour renforcer son pouvoir de contrôle ;
- 2 Réduire la représentation nationale, fusionner le Sénat et le CESE ;
- 2 Ressources humaines dans la fonction publique, par exemple : organiser les corps de fonctionnaires par métiers et les gérer en inter-administration ;
- 2 Supprimer les avantages aux anciens élus ;
- 2 Supprimer le statut des fonctionnaires, le rendre plus souple ;
- 1 Supprimer le droit de grève des personnes payées par de l'argent public ;
- 1 Renforcer le contrôle parlementaire ;
- 1 Mieux répartir les ressources fiscales, il y a trop d'inégalités entre les villes ;
- 1 Fusionner Paris avec sa banlieue ;
- 1 Supprimer l'ENA et le nombre de postes de hauts fonctionnaires ;
- 1 Supprimer la Banque de France (le franc a disparu) au profit du Ministère des Finances ;

Autres réformes

- 1 Inciter à acheter français ou européen ;
- 1 Le financement des partis politiques ne doit pas être assuré par des dons défiscalisés (les niches financent plus leurs partis...)
- 1 Inéligibilité à vie en cas d'inculpation pénale ;
- 1 Imposer des quotas de femmes et de moins de 40 ans aux élections ;
- 1 Rénover les monuments du Patrimoine ;
- 1 Moins de CDD, plus de CDI car c'est la course à l'esclavage ;
- 1 Gratuité du permis pendant le SNU ;
- 1 Payer les intermittents sur le budget de l'État et non seulement les salariés du privé (car tous en profitent : fonctionnaires, retraités,...)
- 1 Répartir les droits patronaux et salariaux plus justement ;
- 1 Augmentation du financement de la recherche sur des batteries moins polluantes ;
- 1 Donner un "chèque en blanc" à ceux qui débutent sans beaucoup de diplômes, leur donner une chance de réussir ;
- 1 Nationaliser / réviser les contrats des sociétés d'autoroute ;
- 1 Avoir un lieu pour trouver des chiffres faciles à lire sur différents sujets (anti-fakenews)
- 1 Construire des logements sociaux sur les terrains sur les communes voisines s'il n'y a plus de terrains ;
- 1 Développer le fret ferroviaire (mais pas avec les cheminots SNCF) ;
- 1 Meilleur respect des droits des handicapés avec un droit à une évolution salariale comme les autres salariés.